LE VIVANT électronique
N° 38 (avril 2004)

Bd du Midi 25-27
1000 Bruxelles
Tél. : 02.513.08.88
E-mail : info@vivant.org
Site : www.vivant.org
www.vivanteurope.org

Sommaire : **1. Editorial**
2. Exposé de Roland Duchâtelet, président de VIVANT au Congrès de EUPEN
3. VIVANT-EUROPE par Jean-Paul Brasseur au Congrès de Eupen

1. EDITORIAL

Le Congrès de VIVANT s'est tenu à EUPEN (Belgique) le 27 mars 2004.
Roland Duchâtelet nous a entretenu du projet de VIVANT qui est « pour la joie de vivre » et Jean-Paul Brasseur a indiqué le projet de VIVANT-EUROPE qui n'est rien d'autre que de favoriser une Europe de bien-être et de douceur de vivre où la machine libère l'homme plutôt que de lui ravir son emploi.

2. EXPOSE DE ROLAND DUCHATELET, PRESIDENT DE VIVANT

Pour Vivant, c'est la joie de vivre qui compte.

Pour être heureux, il ne faut pas trop se fier à la politique, c'est sur soi-même qu'il faut compter. Mais la politique peut créer un cadre approprié.

La société du 20ème siècle était très différente de celle du 19ème siècle. De même, la société du 21ème siècle ne peut fonctionner convenablement selon les préceptes révolus d'un demi-siècle. En 1950, il n'y avait pas d'ordinateurs ni de robots. Aujourd'hui, les téléphones mobiles sont fabriqués par des robots.

Si les robots remplacent le travail humain, ne faut-il pas continuer à donner un revenu à ceux qui, par le passé tiraient leur revenu du travail que les robots font aujourd'hui à leur place ? C'est ce qui se passe: ils reçoivent une indemnité de chômage ou une prépension. Heureusement, car grâce à ces revenus, ils continuent à dépenser et à faire tourner la machine économique.

La sécurité sociale peut-elle perdurer si l'on continue à la financer par des impôts sur le travail ?

L'espérance de vie de la population augmente ce qui occasionne des charges supplémentaires en pensions et en frais de santé pour la sécurité sociale.

Cela conduit à une augmentation des charges sociales. Ces charges supplémentaires rendent le travail encore plus coûteux, ce qui occasionne des délocalisations de grosses entreprises et un frein supplémentaire sur l'engagement de personnel en général, donc plus de chômeurs. S'il y a plus de chômeurs, il y a plus de frais pour la sécurité sociale. Donc il faut augmenter les charges ce qui augmentent plus encore le coût du travail.

L'on peut en conclure que le mode de financement de la sécurité sociale détruit la sécurité sociale. C'est pourquoi le gouvernement a commencé, depuis plusieurs années, à financer cette sécurité sociale de plus en plus par de la TVA.

Il n'empêche que la solution préconisée par certains partis d'augmenter l'âge de la pension, de faire plus d'enfants ou d'admettre plus d'immigrés pour financer nos pensions devient ridicule. En effet, aussi longtemps que notre pays compte autant de chômeurs, ces mesures n'auraient comme conséquence que d'augmenter le nombre de jeunes chômeurs.

Il faut d'abord résoudre le problème du chômage qui est un problème de marché du travail.

Préserver notre sécurité sociale est essentiel pour notre joie de vivre, pour notre bonheur.

Mais économiquement, c'est tout aussi sensé. Je m'explique.

Admettons que l'Etat donne un montant supplémentaire à un jeune artiste sans emploi ni revenu. Ce jeune utilise ce montant pour se désaltérer dans un bistrot, car un artiste surtout, à le droit de vivre. Le cafetier obtient donc un revenu supplémentaire, après déduction de ce que lui coûte la bière. Avec ce revenu additionnel, il peut aller une fois de plus chez le coiffeur, qui à son tour, obtient un revenu supplémentaire. Le coiffeur se permet dès lors d'aller une fois de plus au restaurant et ainsi de suite.

Une injection d'argent est bénéfique pour une économie s'il y a suffisamment d'offre de services.

Inversement, si l'on diminue les allocations, l'on diminue le revenu de beaucoup de personnes. Cela conduit à la récession.

Donner un revenu à tous est beaucoup plus important que donner du travail. Et cela est possible car c'est ce que nous faisons depuis 25 ans, depuis qu'un chômage structurel s'est installé.

Donc pourquoi ne pas abandonner pour de bon l'utopie de l'emploi pour tous et souscrire à la réalité d'un revenu garanti pour tous ?

Mais il est alors impératif de remplacer l'impôt sur les travailleurs par un impôt sur les produits. De cette façon, l'on tient compte du fait que les robots ont remplacé les travailleurs.

Du travail, il en reste dans le secteur non marchand et le secteur des services de proximité. Mais c'est du travail qui ne supporte pas d'impôts. Aujourd'hui, l'Etat punit l'infirmière qui soigne une vieille personne par des impôts élevés. C'est un aberration qui suit de l'application du système de financement de la sécurité sociale dans l'industrie datant du milieu du siècle révolu à une situation de service d'aujourd'hui.

A cause de ces impôts injustes, les maisons de repos sont inabordables pour des personnes bénéficiant d'une pension moyenne. Elle le seraient s'il n'y aurait pas d'impôts sur les personnes qui aident d'autres personnes, tel les infirmières.

En partie grâce à Vivant, tous les partis politiques et même les syndicats sont aujourd'hui convaincus que l'impôt sur le travail est trop élevé.

Il s'agit dès lors de proposer un impôt qui peut remplacer l'impôt sur le travail.

Le choix n'est pas très grand. Avec un impôt sur la fortune, les citoyens moyennement fortunés en pâtiraient alors que les grosses fortunes pourraient facilement éviter ces impôts grâce aux multiples paradis fiscaux que l'on trouve dans le monde.

Et un impôt accru sur le sociétés ne ferait que pousser plus encore les entreprises à quitter notre pays.

L'impôt sur les produits est le seul impôt qui peut remplacer l'impôt sur les travailleurs.

Cela éliminerait l'avantage fiscal que des sociétés ont aujourd'hui à déménager vers des pays ou l'impôt sur le travail est plus faible que chez nous.

Le seul problème est que le remplacement de l'impôt sur les travailleurs par un impôt sur les produits doit s'opérer au niveau européen.

Mais tant de problèmes sont a résoudre à ce niveau : la politique monétaire, la défense, l'environnement, l'infrastructure, l'immigration, le transport international et la grande criminalité.

Dès que le VLD c'est retrouvé au pouvoir, il a élaboré des mesures pour diminuer les impôts sur les travailleurs. Le VLD s'inscrit dans une logique de continuité en poussant cette démarche au niveau européen avec la proposition de Vivant.

Grâce à ce cartel, Vivant a réussi à mettre ses propositions au centre de la préoccupation politique dans notre pays.

Cela augmente également la crédibilité de Vivant dans le sud du pays, ou Vivant participera seul aux élections.

Nous pouvons être fier d'avoir réussi, en si peu de temps, six ans à peine, à faire passer nos propositions dans l'actualité politique.

Finissons notre travail. Dans un premier temps, essayons de convaincre plus de gens encore du bien-fondé de nos propositions par une campagne électorale sympathique et « Vivante »

Roland Duchâtelet 27 3 04

3. VIVANT-EUROPE

Mesdames, Messieurs,

Dans le courant du mois de novembre 2003, nous avons fondé VIVANT-EUROPE.
Ce mouvement se donne comme premier objectif **de collationner,** sur un site internet approprié du nom de www.vivanteurope.org, les identités des citoyens européens qui désirent marquer leur accord par rapport au projet européen de VIVANT-EUROPE (vous trouverez, sur votre document, les modalités pour s'y inscrire).

Ce programme, quel est-t-il ?

Vivant, d'abord, est un « mode d'emploi », **un projet « clé sur porte »** pour l'Europe sociale, pour les pays en voie de développement et pour une mondialisation respectueuse de l'humain et de l'environnement.
Vivant est pour une main-d'œuvre moins chère, pour moins de réglementations et plus de liberté pour l'entreprise, pour un revenu de base inconditionnel pour tous, pour un libre échange dans le respect de tous, pour une détaxation du travail, pour une éducation citoyenne qui construit un capital social, pour une sauvegarde de la recherche, pour une aide au Tiers-Monde par un revenu de base articulé au concept du micro-crédit, pour une priorité au commerce local, pour un pouvoir d'achat renforcé, pour une économie qui satisfasse les besoins de tous et, de ce fait, pour une mondialisation harmonieuse.

La porte d'entrée de cette réforme socio-économique promue par VIVANT est indiquée dans le programme de VIVANT-EUROPE pour les élections du 13 juin 2004.

Cette porte d'entrée est **le premier pilier de VIVANT** qui propose l'instauration d'une fiscalité rénovée et européenne.

En effet,

Il faut arrêter de pénaliser le travail des citoyens européens par une imposition qui favorise les délocalisations des entreprises.
Les taxes sur le travail tuent l'emploi, vident l'Europe de ses compétences et mettent en péril le financement de notre sécurité sociale et notamment, la garantie sur les droits de pension.
Le financement de la sécurité sociale européenne doit trouver sa source auprès de la vente des produits en Europe, par une taxe sur la consommation (TSC) ou TVA sociale, plutôt que de rendre hors de prix le coût de l'emploi.
Sauver l'emploi et la sécurité sociale, c'est garantir un développement humain durable au sein d'une Europe sociale respectueuse de l'environnement. »

L'instauration du premier pilier de Vivant doit pouvoir s'effectuer à la suite d'un choix, d'une décision politique aussi radicale que celle qui permit l'EURO.
Ce choix ferait l'originalité de l'Europe.

Pour y parvenir, il faut prévoir des étapes, comme cela a été nécessaire pour l'introduction de l'EURO, étapes qui ont permis aux différents pays européens de se préparer à la réforme.

L'Europe doit pouvoir, par volonté politique et par la force de ses institutions, permettre à tous les pays membres de s'inscrire dans une harmonisation de la fiscalité.

Pour Monsieur DEHAENE à qui VIVANT-EUPOPE, par le biais de votre serviteur, a posé la question de l'urgence d'une fiscalité européenne, il lui a été répondu devant l'assemblée du Comité Economique et Social Européen (CESE), qu'il s'agissait là de **la deuxième réforme après celle de l'Euro.** Pour M. DEHAENE, cela ne signifiait pas pour autant une standardisation des taux d'imposition (dans un premier temps), mais bien d'une méthode fiscale commune.

Jacques DELORS **ne dit rien d'autre** en affirmant que l'Euro doit être accompagné d'une gouvernance socio-économique.

Et dès lors, pourquoi ne pas faire coïncider l'instauration d'une fiscalité européenne avec la fondation progressive d'un gouvernement économique européen ?

Avec Vivant, il y a plus de pouvoir d'achat et donc plus d'argent, il y a une meilleure liberté d'entreprendre et donc plus d'emploi, il y a plus de bien-être car chaque citoyen retrouve une liberté de choix pour mener sa vie et enfin, il y a plus de confiance en l'avenir…

Aussi, par sa mouvance lente mais déterminée, VIVANT-EUROPE **veut ouvrir les portes et les fenêtres vers plus d'imagination et moins de sclérose,** vers plus de simplification et moins de complications institutionnelles, vers plus de paix et de solidarité et moins de conservatisme qui tue l'avenir, afin que chaque concitoyen puisse profiter de sa vie au sein d'une société multiculturelle.

C'est dans ce sens que se dirige le Forum Permanent de la Société Civile Européenne aux travaux duquel VIVANT-EUROPE participe. Ce FORUM propose rien de moins qu'une CONVENTION III dont la préparation commencera lors d'une conférence de la société civile européenne qui se tiendra au mois d'octobre 2004 dans un pays européen qui reste à déterminer.
Son objectif est de proposer un CONTRAT EUROPEEN POUR UNE SOCIETE DE BIEN-ETRE. Quelle audace !…

Dans le questionnaire préparatoire à cette convention III, on peut y lire :

« Le temps est venu d'élaborer un véritable Contrat Européen, ***levier de « nouveau progrès » de l'Europe sur le plan social et économique dans le cadre d'une globalisation éthique.*** *Le temps est venu de lui donner les moyens de son exécution au travers d'un budget participatif et d'une fiscalité communautaire européenne. Ainsi, l'Union Européenne deviendra une super puissance paisible, une « ancre » pour la paix mondiale et le moteur d'une nouvelle phase de croissance économique, assurant une répartition équitable des richesses, des emplois pour tous, tout en assurant un meilleur système d'éducation et de santé publique, de soutien aux personnes âgées et aux handicapés.*
La législature européenne 2004/2009 doit être le moment de nouveaux progrès pour une société du bien être tant au plan européen qu'au plan mondial… »
Fin de citation

Et dans les priorités proposées par le FORUM pour **cette EUROPE du bien-être, le Revenu de Base se situe en bonne place.**
L'idée du revenu de Base progresse en Europe et certains promoteurs français sont déjà inscrits à VIVANT-EUROPE.

Le principe du revenu de base a été voté aux Pays-Bas et au Brésil. En Finlande, en Irlande et au Canada, on s'y attelle.
Par ailleurs, en Alaska, la distribution d'une allocation universelle est une réalité depuis plusieurs années.

A titre de conclusion, on peut affirmer que le mouvement VIVANT-EUROPE veut favoriser une économie de réciprocité et de services qui permet à chaque citoyen, chaque institution, chaque projet d'être reconnu au sein d'une Europe multiculturelle où il fait bon vivre, une Europe où l'emploi se développe autour d'une société de services et qui garantit à chaque citoyen une reconnaissance démocratique et un pouvoir d'achat.
Respecter l'homme, pour Vivant, ce n'est plus taxer son travail, mais bien ce que produit la machine. **Ainsi, la machine libérera l'homme plutôt que de lui ravir son emploi.**

En son temps, Charles Trenet a chanté « DOUCE FRANCE ».
A nous, il revient de créer les conditions socio-économiques qui permettront à nos petits-enfants de chanter « DOUCE EUROPE », lieu de paix et d'harmonie.

Jean-Paul BRASSEUR
(Responsable de VIVANT-EUROPE)